



Les 10 et 18 septembre par la grève et nos revendications, on bloque le budget injuste de Bayrou/Macron !

VILLE DE REZE

La CGT s'oppose catégoriquement à la destruction de la Fonction publique et des services publics et rejette le projet de budget 2026 présenté par ce gouvernement illégitime, sous la direction du Premier ministre François Bayrou. Le résultat du vote de confiance, le 8 septembre 2025 par le parlement, n'y changera rien. La politique menée par le Président Macron, depuis son premier mandat, va à l'encontre des intérêts des travailleuses et travailleurs. Elle ne sert que la classe des do-

minants du capital. Elle est source de division et de haine, offrant ainsi le devant de la scène aux idées d'extrême droite et leurs porteurs. Elle contribue à rendre audible l'idée que la pauvreté n'est due qu'aux plus vulnérables et aux minorités. Pour autant, il s'agit bien du système capitaliste dans lequel nous vivons qui exacerbe les peurs et les haines, empêchant le partage des richesses avec celles et ceux qui la créent, rendant par conséquent impossible la justice fiscale et sociale.

Les 44 milliards d'euros d'économies c'est notamment

- La confirmation du gel du point d'indice pour la troisième année consécutive ;
- Une retenue de 10 % par jour sur la rémunération en cas d'arrêt maladie ordinaire ;
- Le maintien du jour de carence ;
- L'absence de rétablissement de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), en vigueur depuis 2008 ; Le blocage de toutes les promotions catégorielles ;
- La remise en cause de la cinquième semaine de congés payés ;
- La désindexation des retraites, provoquant un abattement de 10 % sur les petites pensions ;
- Le doublement des franchises médicales ;
- La suppression de deux jours fériés.

Pour la CGT, il n'est pas acceptable que la richesse produite par les travailleuses et travailleurs continue de financer une économie de guerre, une économie mortifère sous pression de l'Union européenne comme des États-Unis.

Les ressources financières existent et doivent être mobilisées pour combler le déficit public, notamment par :

- Les 211 milliards d'euros d'aides publiques octroyées aux entreprises, sans aucune condition, contrôle ou suivi sur l'emploi ;
- Les dividendes record versés aux actionnaires, souvent au moment même des licenciements ou délocalisations, échappant à toute contribution réelle ;
- L'application de la taxe Zucman concernant le patrimoine des 1 800 familles les plus riches, qui doit être pleinement mise en œuvre.

Nous revendiquons sur :

- **Une revalorisation** immédiate et significative **du point d'indice** pour l'ensemble des agent-es territoriaux, en portant sa valeur à 6 € ;

- **Une revalorisation générale des salaires**, des régimes indemnitaires et des pensions de retraites ;
- **L'égalité salariale** qui permettrait l'entrée de 6 milliards d'euros de cotisations salariales pour notre système de protection sociale afin de le conserver, voire de le renforcer ;
- **L'abrogation de la loi du 6 août 2019**, dite de transformation de la Fonction publique, et celle **de la contre-réforme des retraites** pour un retour à l'âge de départ à la retraite à 60 ans ;
- **Le déblocage des avancements de grade et promotions internes** pour tous les agent-es dès qu'ils remplissent les conditions ;
- **La refonte des grilles de rémunération** devant permettre un réel déroulement de carrière ;
- **La création de postes et la lutte contre la précarisation** par la titularisation des agent-es contractuels et des personnes porteuses de handicap ;
- **L'arrêt des saignées sur les dotations globales de financement des collectivités locales** afin de garantir une réponse aux besoins de la population via des services publics de proximité dotés de personnels ;
- **Le maintien de la rémunération** à 100 % lors des arrêts maladie et **la suppression du jour de carence**
- **La suspension des licenciements** pour inaptitude physique et déclassements injustifiés.

A REZE, la municipalité dit combattre la politique à l'œuvre en faveur des riches et des grandes entreprises qui vident les caisses de l'Etat et des collectivités locales. Alors elle doit refuser des mesures scélérates de Macron l'anti fonctionnaire : **en rendant les retenues sur salaires** en cas de maladie aux agent-es qui en sont victimes (elle devait proposer une solution qu'on attend toujours), mais aussi **les sommes non versées en cas de grève** pour favoriser la participation du plus grand nombre au mouvement qui entend faire payer aux riches l'argent qu'ils ont dérobé (à coup d'optimisation fiscale ou d'exil dans des paradis fiscaux), argent du pot commun qui permet de financer les services publics, la sécurité sociale, nos retraites, notre assistance chômage...

Nous sommes à un tournant politique et social : sans révolte des salarié.es, Macron ou l'extrême droite (qui attend son heure en validant à l'assemblée les mesures de Bayrou et en se disant malhonnêtement du côté des salarié.es), reconduiront en pire les mêmes politiques antisociales, anti écologiques et liberticides.

L'erreur serait d'attendre les prochaines élections tant elles sont désormais biaisées par la mainmise des réseaux et médias aux mains des ultra riches. Seule la mobilisation massive et solidaire où on pose les outils de travail peut forcer la main au pouvoir. Convainquons nos collègues, nos proches que la grève est notre meilleure arme pour envisager une victoire du monde du travail : Ne laissons pas les affaires du monde au monde des affaires. Agissons !

Les mercredi 10 et jeudi 18 septembre 2025 et après, construisons une alternative pour vivre enfin dignement de notre travail et faire payer les riches qui sont les vrais assistés.